

**Point de presse de la porte-parole -
OIAC/Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian avec M. Ahmet Uzümcü,
directeur général de l'organisation
d'interdiction des armes chimiques
Corée du Sud/Deuxième session du
dialogue stratégique franco-coréen -
Birmanie/Situation des Rohingyas -
Madagascar/Aide sanitaire contre la
peste - Conseil de
l'Europe/Candidature de
Pierre-Yves Le Borgn' au poste de
commissaire aux droits de l'Homme
- Syrie - Irak - Iran - Espagne
(Paris, 18 octobre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - OIAC - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Ahmet Uzümcü, directeur général de l'organisation d'interdiction des armes chimiques (17 octobre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu le 17 octobre M. Ahmet Uzümcü, directeur général de l'organisation d'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Ils ont fait le point sur le dossier chimique syrien, en particulier :

- le processus de destruction en cours des stocks déclarés par la Syrie et les incertitudes qui demeurent sur la déclaration initiale syrienne de 2013 à l'OIAC. En ratifiant la convention en 2013, la Syrie s'est engagée à soumettre à l'OIAC une déclaration initiale listant la totalité de ses stocks et capacités chimiques ;

- les enquêtes en cours sur les cas d'emplois de gaz de chlore et de gaz sarin recensés en Syrie par l'organisation au cours de l'année 2017.

M. Jean-Yves Le Drian a rappelé que la protection du régime de non-prolifération chimique est essentielle à la préservation de notre système de sécurité collective. Après les violations répétées par la Syrie de ses engagements, il en va de la responsabilité des États parties à la

convention de la protéger et de s'engager pour n'accepter aucune impunité.

2 - Corée du Sud - Deuxième session du dialogue stratégique franco-coréen (Paris, 23 octobre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Mme Kang Kyung-wha, ministre des affaires étrangères de la République de Corée, co-présideront la deuxième session du dialogue stratégique bilatéral le 23 octobre à Paris.

Face aux provocations de la Corée du Nord, M. Jean-Yves Le Drian réaffirmera le soutien et la solidarité de la France avec la Corée du Sud et ses partenaires de la région. Il évoquera également avec son homologue les questions globales et les principaux dossiers de l'actualité internationale. Les deux ministres travailleront en outre au renforcement de notre coopération bilatérale dans les domaines économique, technologique, scientifique et universitaire.

Le dialogue stratégique franco-coréen s'est tenu pour la première fois à Séoul en 2016. La Corée du Sud est pour la France un partenaire de tout premier plan en Asie et notre quatrième partenaire commercial dans la région (7,3 milliards euros d'échanges en 2016, avec un excédent commercial en notre faveur depuis 2013, les échanges ayant bénéficié de l'accord de libre-échange UE-Corée entré en vigueur en 2011). Les années croisées France-Corée 2015-2016, dans le contexte du 130ème anniversaire des relations diplomatiques bilatérales, ont donné un nouvel élan à nos échanges. Nous souhaitons par ailleurs développer nos coopérations industrielles et technologiques avec ce pays (start-up, technologies clés du futur), attirer davantage d'investisseurs sud-coréens en France et améliorer l'accès de nos produits à ce marché, notamment dans le secteur agro-alimentaire.

3 - Birmanie - Situation des Rohingyas

Les agissements de l'armée birmane à l'encontre de populations Rohingyas dont font état de nouveaux témoignages sont un sujet de grave préoccupation pour la France. Depuis le 25 août, ces violences ont conduit plus de 582.000 membres de la communauté Rohingya à chercher refuge au Bangladesh. La France réitère son appel ferme aux forces de sécurité birmanes à assurer la protection des populations civiles sans discrimination, comme elles en ont la responsabilité, et à permettre très rapidement le rétablissement d'un accès humanitaire sûr.

Avec ses partenaires européens, la France a décidé le 16 octobre de maintenir l'embargo européen sur les armes, de suspendre les invitations aux officiers de l'armée birmane et de poursuivre la réflexion sur de nouvelles mesures restrictives à l'encontre des forces de sécurité birmanes. La France a également décidé de suspendre toute coopération bilatérale avec l'armée birmane.

Au conseil de sécurité des Nations unies dont la France exerce actuellement la présidence, nous avons organisé le 13 octobre une réunion à huis clos autour de M. Kofi Annan, le président de la commission consultative sur l'État de l'Arakan. Cette réunion a permis de déterminer les moyens d'agir pour faire cesser les violences, rétablir l'accès humanitaire et

organiser le retour volontaire des réfugiés. À cet égard, nous soutenons l'engagement du gouvernement civil birman à organiser ce retour, en lien avec les Nations unies, et encourageons la mise en place rapide du mécanisme annoncé par Aung San Suu Kyi le 12 octobre.

La France agit également pour que le conseil des droits de l'Homme fasse toute la lumière sur les violations des droits de l'Homme et les exactions subies par les populations civiles. Son mandat d'établissement des faits a été prolongé à cet effet le 29 septembre. Nous appelons les autorités birmanes à coopérer avec cette mission et à autoriser son accès à l'Arakan.

Sur le plan humanitaire, la France a renforcé son aide aux populations Rohingyas, au Bangladesh et en Birmanie. Cette aide sera portée incessamment à 3,2 millions d'euros pour l'année 2017.

4 - Madagascar - Aide sanitaire contre la peste

À la demande des autorités malgaches et à la suite à l'épidémie de peste, le centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères a coordonné l'envoi à Madagascar d'une aide humanitaire (sous la forme de matériel médical spécifique) et, en lien avec l'agence nationale de santé publique, d'une mission d'experts médicaux.

Prévue pour une durée de trois semaines, cette mission est composée de médecins et d'infirmiers spécialisés. Elle participera à la coordination médicale de la réponse à l'épidémie de peste en cours, mise en place par les autorités malgaches.

La France participe également aux efforts de solidarité régionale mis en oeuvre par la commission de l'océan indien pour soutenir des actions de lutte contre l'épidémie à Madagascar, notamment par l'envoi de matériels et d'équipements appropriés.

5 - Conseil de l'Europe - Candidature de Pierre-Yves Le Borgn' au poste de commissaire aux droits de l'Homme

La France présente la candidature de M. Pierre-Yves Le Borgn', ancien député et ancien membre de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, au poste de commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

Membre fondateur du Conseil de l'Europe et État du siège, la France a un lien étroit avec cette organisation. Alors que la défense et la promotion des droits de l'Homme à travers le continent européen restent des priorités, elle marque ainsi son engagement en faveur du rôle-clé du commissaire aux droits de l'Homme.

Le titulaire de ce poste, créé en 1999, promeut le respect des droits de l'Homme dans les 47 États membres de l'organisation.

Nous saluons l'action depuis 2011 de l'actuel commissaire, Nils Muiznieks. Nous sommes convaincus que M. Pierre-Yves Le Borgn' a l'expérience et la détermination que requièrent cette mission. En tant que député et membre de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, il a fait la preuve de son engagement indéfectible en faveur des droits de l'Homme et de sa compétence dans ce domaine.

6 - Syrie

Q - Après la chute de Raqqa, l'EI n'a quasiment plus de fief en Syrie et le «califat» n'existe plus. Quelle est la prochaine étape ? Allez-vous pousser pour une solution politique en Syrie et que fait concrètement le groupe de contact ?

R - Des territoires sont encore sous l'emprise de Daech en Syrie.

La France poursuivra donc son combat contre cette organisation, aux côtés de ses partenaires de la coalition.

Les progrès significatifs accomplis dans la lutte contre le terrorisme renforcent la nécessité d'aboutir rapidement à une solution politique qui réconcilie les Syriens, seule manière de prévenir durablement toute résurgence du terrorisme. Les efforts de la France pour rassembler au sein d'un groupe de contact les pays exerçant une influence en Syrie visent à faciliter l'aboutissement d'une telle solution.

Q - Qu'est-ce que vous aimeriez voir comme administration pour remplacer le type de gouvernance à Raqqa que l'État islamique avait mis en place? Que fait la France pour aider les populations civiles et avez-vous l'intention d'aider à restaurer l'infrastructure de base dans la ville? Êtes-vous prêt à déboursier de l'aide financière pour la reconstruction de la région au long-terme ?

R - Dans la phase de stabilisation qui s'ouvre, la mise en place d'autorités de gouvernance efficaces et légitimes est une nécessité. C'est une priorité pour la France qui entretient un dialogue étroit à ce sujet avec ses partenaires de la coalition internationale contre Daech.

La France a débloqué des fonds supplémentaires pour l'aide humanitaire et la stabilisation des territoires libérés de Daech (aide d'urgence aux déplacés, déminage, santé, accès à l'eau, etc.).

S'agissant de la reconstruction, la France et ses partenaires européens se sont exprimés clairement. Il ne peut y avoir de reconstruction durable sans perspective politique claire et sans retour volontaire et en toute sécurité des réfugiés et des populations déplacées. Ces conditions ne sont pas encore réunies.

Q - Que va-t-il se passer pour les familles de djihadistes français qui se sont réfugiées dans des camps près de Raqqa et demandent à rentrer en France, selon des témoignages confiés à des médias sur place ?

R - Notre priorité est aujourd'hui d'obtenir une victoire complète contre Daech.

7 - Irak

Q - Êtes-vous inquiet du rôle de l'Iran dans la reprise des régions tenues par les kurdes au nord de l'Irak ?

R - La France est attachée à l'intégrité et à la souveraineté de l'Irak.

Dans ce moment décisif pour la réconciliation des Irakiens, la France demande que tous ceux qui exercent une influence en Irak contribuent à la recherche du consensus nécessaire à la victoire complète contre Daech et à la sortie de crise. C'est ce message qu'elle adresse notamment à l'Iran.

8 - Iran

Q - Téhéran a mis en garde hier les gouvernements européens contre toute tentation d'imposer de nouvelles conditions à la poursuite de l'accord sur le nucléaire, et a indiqué qu'il refuserait comme «conditions» des discussions sur l'influence régionale ou le programme balistique.

Quelle est votre réaction, alors que le ministre doit se rendre bientôt à Téhéran, à qui il a promis «un dialogue musclé» précisément sur ces questions ?

R - M. Jean-Yves Le Drian a réitéré notre position lors du conseil affaires étrangères du 16 octobre : «La prolifération est un enjeu crucial, un enjeu vital, une menace existentielle pour la sécurité et la paix dans le monde. Il y a un risque, si l'accord avec l'Iran n'est pas respecté, d'une relance de la course à l'armement nucléaire... Il y a eu une unité de vues sur l'accord de Vienne et sur la nécessité de le maintenir. Une déclaration a été adoptée à cet effet car même si nous considérons que la menace balistique ou les comportements iraniens dans la grande région du Moyen-Orient sont dangereux, nous considérons qu'il faut séparer la question nucléaire, la question de la prolifération de l'ensemble des autres questions. Et donc respecter intégralement l'accord de Vienne.»

9 - Espagne

Q - Le gouvernement espagnol a emprisonné deux principaux dirigeants du mouvement indépendantiste civil en Catalogne. Ce sont deux figures pacifistes qui ont dirigé et représenté des milliers de personnes dans les rues. Est-ce que la France s'inquiète qu'un pays européen se

retrouve maintenant avec des prisonniers politiques ?

R - Il n'appartient pas à la France de s'immiscer dans les affaires politiques intérieures de l'Espagne, ni dans des procédures judiciaires en cours dans ce pays.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'exprimer, nous avons confiance dans la capacité de la démocratie espagnole à permettre un dialogue politique apaisé, respectueux de la légalité constitutionnelle et de l'État de droit./.